

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1999-2000

22 DÉCEMBRE 1999

Proposition de déclaration de révision des articles 99 et 104 de la Constitution en vue d'insérer des dispositions nouvelles relatives à l'égalité de représentation des femmes et des hommes (1)

(Déposée par Mme Sabine de Bethune et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

Introduction

La présente proposition de déclaration de révision de la Constitution vise à inscrire le principe de l'égalité de représentation des femmes et des hommes aux articles 99 et 104 de la Constitution.

Les articles 99 et 104 de la Constitution ne contiennent aucune disposition relative à l'égalité de représentation des femmes et des hommes lors de la nomination des ministres et secrétaires d'État. L'article 99 dispose que le Conseil des ministres compte quinze membres au plus et, à l'exception du premier ministre, autant de ministres d'expression française que d'expression néerlandaise. L'article 104 de la Constitution règle la fonction des secrétaires d'État fédéraux.

La proposition de déclaration de révision de la Constitution implique que, le premier ministre éventuellement excepté, le Conseil des ministres doit compter autant de ministres féminins que de ministres

(1) La présente proposition a déjà été déposée au Sénat le 5 juin 1997, sous le numéro 1-657/1-1996/1997.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1999-2000

22 DECEMBER 1999

Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 99 en 104 van de Grondwet om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende de gelijke vertegenwoordiging van vrouwen en mannen (1)

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune c.s.)

TOELICHTING

Inleiding

Dit voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet wil het beginsel van gelijke vertegenwoordiging van vrouwen en mannen opnemen in de artikelen 99 en 104 van de Grondwet.

De artikelen 99 en 104 van de Grondwet bevatten geen enkele bepaling over de gelijke vertegenwoordiging van vrouwen en mannen bij de benoeming van ministers en staatssecretarissen. Artikel 99 van de Grondwet stelt dat de Ministerraad ten hoogste 15 leden telt en, met uitzondering van de eerste minister, evenveel Nederlandstalige als Franstalige ministers. Artikel 104 van de Grondwet regelt de functie van de federale staatssecretarissen.

Het voorstel van verklaring tot herziening impliceert dat, de eerste minister eventueel uitgezonderd, de Ministerraad evenveel vrouwelijke als mannelijke ministers moet tellen, alsook evenveel vrouwelijke als

(1) Dit voorstel werd reeds in de Senaat ingediend op 5 juni 1997, onder het nummer 1-657/1-1996/1997.

masculins et autant de secrétaires d'État féminins que de secrétaires d'État masculins. On a fait abstraction du premier ministre parce que le Conseil des ministres compte un nombre impair de ministres.

Les auteurs de la présente proposition estiment que la règle de la parité, qui n'est appliquée, pour l'heure, que sur le plan linguistique, doit également être applicable pour ce qui est de la représentation des femmes et des hommes. Il faut, dès lors, que le gouvernement comporte autant de femmes que d'hommes.

La réalisation de la parité entre les femmes et les hommes est une étape nécessaire sur la voie de la réalisation d'une démocratie paritaire. En effet, les lois en question permettent de mettre fin à la sous-représentation des femmes dans le processus décisionnel (politique) et, dès lors, de donner à la démocratie toute sa signification en tant que forme d'État.

À titre transitoire, l'on pourrait proposer d'admettre que deux tiers au plus des ministres et secrétaires d'État fédéraux puissent être du même sexe.

Description de la situation actuelle en Belgique et à l'échelon international

L'équilibre entre les femmes et les hommes au niveau gouvernemental est encore loin d'être acquis. L'actuel gouvernement fédéral belge ne compte que trois femmes ministres sur quinze et aucune femme secrétaire d'État (sur trois).

La sous-représentation des femmes n'est pas un phénomène typiquement belge: à l'échelle mondiale aussi, on observe une nette sous-représentation des femmes parmi les titulaires d'un portefeuille ministériel, mais un mouvement de rattrapage est perceptible. Voici quelques chiffres à titre d'illustration:

— En 1994, 59 pays avaient un gouvernement qui ne comptait aucune femme contre 93 en 1987;

— En 1994, 5,7% de tous les postes ministériels étaient occupés par des femmes, contre 3,3% en 1987;

— En 1994, le gouvernement de 16 pays, contre 8 en 1987, comptait plus de 15% de femmes;

— En 1994, 6 pays seulement (le Danemark, la Finlande, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et les Seychelles) avaient un gouvernement dont environ un tiers des ministres étaient des femmes.

(Source: *Les femmes dans le monde 1995*, Des chiffres et des idées, Nations unies, New York, 1995, 157.)

mannelijke staatssecretarissen. De eerste minister werd buiten beschouwing gelaten, omdat de Ministerraad een oneven aantal ministers telt.

De indieners van dit voorstel menen dat de regel van de pariteit, die nu enkel bestaat op het taalkundige vlak, ook dient te gelden op het vlak van de geslachten. De regering moet dus bijgevolg uit evenveel vrouwen als mannen bestaan.

Dit is een noodzakelijke stap in het streven naar een paritaire democratie. Via deze wetten kan men immers een einde maken aan de ondervetegenwoordiging van vrouwen op het vlak van de (politieke) besluitvorming en tegelijkertijd krijgt de democratie als staatsvorm haar volle betekenis.

Bij wijze van tussenstap naar de pariteit kan desgevallend worden vooropgesteld dat ten hoogste twee derden van de federale ministers en staatssecretarissen van hetzelfde geslacht mogen zijn.

Beschrijving van de huidige situatie in België en op internationaal vlak

Vandaag is het evenwicht tussen vrouwen en mannen op regeringsvlak nog ver zoek. De huidige federale Belgische regering telt slechts drie vrouwelijke ministers op vijftien en geen enkele vrouwelijke staatssecretaris (op drie).

Dit is geen typisch Belgisch verschijnsel: ook op wereldvlak is er een duidelijke ondervetegenwoordiging van vrouwen met een ministerportefeuille, alhoewel er een inhaalbeweging merkbaar is. Enkele cijfers kunnen dit illustreren:

— In 1994 waren er 59 landen zonder vrouwelijke regeringsleden, tegenover 93 landen in 1987;

— In 1994 vertegenwoordigden de vrouwen 5,7% van alle ministerposten, in 1987 bedroeg dit aandeel 3,3%;

— In 1994 waren er 16 landen met meer dan 15% vrouwelijke regeringsleden, tegenover 8 landen in 1987;

— In 1994 waren er slechts 6 landen (Denemarken, Finland, Noorwegen, Nederland, Zweden en de Seychellen) met ongeveer één derde vrouwelijke ministers;

(Bron: *Les femmes dans le monde 1995*, Des chiffres et des idées, Verenigde Naties, New York, 1995, 157.)

Belgique : aperçu historique de la question de la présence de femmes dans le gouvernement, ou de la nécessité de leur donner un « coup de pouce »

En Belgique, l'on n'a guère enregistré de progrès pour ce qui est de la présence de femmes dans le gouvernement. Après Margriet de Riemaecker-Legot, qui fut la première femme à entrer au gouvernement en 1965, les femmes ont été très peu nombreuses à encore accéder à cet organe exécutif suprême.

Mme de Riemaecker-Legot est restée au gouvernement jusqu'en 1968. Il a ensuite fallu attendre 1973 pour voir Irène Petry et Maria Verlackt être nommées secrétaires d'État. Mais, à peine neuf mois après son avènement, le gouvernement allait subir un remaniement qui les priverait de leur portefeuille, ce qui indigna profondément le mouvement féministe. Dans les gouvernements Tindemans et Vanden Boeynants qui suivirent, il y eut à nouveau une femme ministre, à savoir Rika De Backer-Van Ocken. Elle resta ministre dans le premier gouvernement Martens, où elle s'occupa de la Communauté flamande, tandis que Lydia De Pauw-De Veen et Rika Steyaert devenaient secrétaires d'État, l'une pour les Affaires bruxelloises et, l'autre, pour la Communauté flamande. Dans le deuxième gouvernement Martens, une quatrième femme fit son entrée dans le gouvernement: Cécile Goor-Eyben occupa la fonction de ministre de la Région bruxelloise. Le troisième gouvernement Martens compta lui aussi quatre femmes: Rika De Backer-Van Ocken (ministre de la Communauté flamande), Cécile Goor-Eyben (ministre de la Région bruxelloise), Lucienne Herman-Michielsen et Rika Steyaert (secrétaires d'État à la Communauté flamande). Dans le quatrième gouvernement Martens et dans le gouvernement Eyskens qui lui succéda, Rika De Backer-Van Ocken et Rika Steyaert furent secrétaires d'État à la Communauté flamande et Lydia De Pauw-De Veen et Cécile Goor-Eyben, secrétaires d'État à la Région bruxelloise.

L'on prévoit, à l'occasion de la réforme de l'État de 1980, que les exécutifs des Communautés flamande et française n'allaient plus faire partie du gouvernement national après les élections qui s'approchaient. Ils en furent donc dissociés pour la première fois à l'occasion de la formation du cinquième gouvernement Martens, qui prêta serment le 17 décembre 1981. Il comptait trois femmes secrétaires d'État: Paula D'Hondt-Van Opdenbosch (PTT), Jacqueline Mayence-Goossens (Coopération au développement) et Anne-Marie Neyts-Uyttebroeck (Région bruxelloise).

Les sixième et septième gouvernements Martens comptèrent à nouveau trois femmes secrétaires d'État, à savoir Paula D'Hondt-Van Opdenbosch (PTT), Wivina Demeester-De Meyer (Santé publique et Politique des Handicapés) et Miet Smet (Environnement et Émancipation sociale). Le huitième gouvernement

België : historisch overzicht van vrouwelijke aanwezigheid in de regering of van de noodzaak hen een duwtje in de rug te geven

In België is op het vlak van de vrouwelijke aanwezigheid in de regering nauwelijks enige vooruitgang geboekt. Sedert Margriet de Riemaecker-Legot in 1965 als eerste vrouw haar intrede deed in de regering, hebben vrouwen slechts met mondjesmaat toegang gekregen tot dit hoogste uitvoerend orgaan.

Mevrouw de Riemaecker-Legot bleef in de regering tot 1968. Daarna was het wachten tot 1973, toen Irène Petry en Maria Verlackt tot staatssecretarissen werden benoemd. Slechts negen maanden na het aantreden van de regering werd het kabinet al herschikt, waarbij onder andere de twee vrouwelijke staatssecretarissen hun mandaat verloren. Dit resulteerde in zware verontwaardiging bij de vrouwenbeweging. De daaropvolgende regeringen Tindemans en Vanden Boeynants telden opnieuw een vrouwelijke minister, Rika De Backer-Van Ocken. In de eerste regering Martens werd zij als minister bevoegd voor Nederlandse gemeenschapszaken, terwijl Lydia De Pauw-De Veen en Rika Steyaert staatssecretarissen werden, bevoegd voor resp. Brusselse zaken en Nederlandse gemeenschapszaken. In de tweede regering Martens kwam er een vierde vrouw in de regering: Cécile Goor-Eyben bekleedde de functie van minister van het Brussels Gewest. De derde regering Martens telde opnieuw vier vrouwelijke regeringsleden: Rika De Backer-Van Ocken (minister van de Vlaamse Gemeenschap), Cécile Goor-Eyben (minister van het Brussels Gewest), Lucienne Herman-Michielsen en Rika Steyaert (staatssecretarissen van de Vlaamse Gemeenschap). In de vierde regering Martens en de daaropvolgende regering Eyskens waren Rika De Backer-Van Ocken en Rika Steyaert staatssecretarissen van de Vlaamse Gemeenschap en Lydia De Pauw-De Veen en Cécile Goor-Eyben staatssecretarissen van het Brussels Gewest.

Ingevolge de staatshervorming van 1980 zouden de deelregeringen van de Vlaamse en Franse Gemeenschap, vanaf de volgende verkiezingen, niet langer deel uitmaken van de nationale regering. Dit was voor het eerst het geval bij de vijfde regering Martens, die de eed aflegde op 17 december 1981. In deze regering zetelden drie vrouwelijke staatssecretarissen: Paula D'Hondt-Van Opdenbosch (PTT), Jacqueline Mayence-Goossens (Ontwikkelingssamenwerking) en Anne-Marie Neyts-Uyttebroeck (Brussels Gewest).

De zesde en zevende regering Martens telden opnieuw drie vrouwelijke staatssecretarissen, ditmaal Paula D'Hondt-Van Opdenbosch (PTT), Wivina Demeester-De Meyer (Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid) en Miet Smet (Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie). In de achtste regering

Martens compta une nouvelle fois une ministre: Paula D'Hondt-Van Opdenbosch se vit confier le département des Travaux publics. Trois autres femmes, à savoir Leona Detiège (Pensions), Anne-Marie Lizin-Vanderspeeten (Europe 1992) et Miet Smet (Environnement et Émancipation sociale), furent nommées secrétaires d'État. À l'occasion d'un remaniement du gouvernement, une quatrième femme, Wivina Demeester-De Meyer (Finances), les rejoignit. Dans le neuvième gouvernement Martens, qui dura à peine une semaine, Wivina Demeester-De Meyer fut ministre du Budget et de la Politique scientifique, tandis que Leona Detiège, Anne-Marie Lizin-Vanderspeeten et Miet Smet continuèrent à exercer leur ancienne fonction.

Le gouvernement Dehaene I, qui vit le jour en mars 1992, battit pour ainsi dire tous les records. Il comptait trois ministres féminins: Laurette Onkelinx (ministre de la Santé publique, de l'Environnement, et de l'Intégration sociale — jusqu'en mai 1993), Mieke Offeciers-Van De Wiele (ministre du Budget — jusqu'en septembre 1993) et Miet Smet (ministre de l'Emploi et du Travail et de la Politique de l'Égalité des chances). En mai 1993, Magda De Galan fit son entrée dans le gouvernement pour remplacer Laurette Onkelinx, et elle se vit confier ensuite, en janvier 1994, le département des Affaires sociales. Le gouvernement Dehaene II comptait en ses rangs Magda De Galan (ministre des Affaires sociales) et Miet Smet (ministre de l'Emploi et du Travail et de la Politique de l'Égalité des chances).

Il y a trois femmes dans le gouvernement actuel: Laurette Onkelinx (ministre de l'Emploi et de la Politique de l'égalité des chances), Isabelle Durant (ministre de la Mobilité et des Transports) et Magda Aelvoet (ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement).

Voici la liste de toutes les femmes qui exercèrent des fonctions de ministre ou de secrétaire d'État dans notre pays, au niveau national ou fédéral:

Martens was het dan andermaal de beurt aan een vrouwelijke minister: Paula D'Hondt-Van Opdenbosch kreeg het kabinet van Openbare Werken. Drie andere vrouwen Leona Detiège (Pensioenen), Anne-Marie Lizin-Vanderspeeten (Europa 1992) en Miet Smet (Leefmilieu en Maatschappelijke Emancipatie) werden benoemd tot staatssecretaris. Bij een herschikking van de regering kwam er een vierde vrouw bij: Wivina Demeester-De Meyer (Financiën). In de amper één week durende negende regering Martens was Wivina Demeester-De Meyer minister van Begroting en Wetenschapsbeleid, terwijl Leona Detiège, Anne-Marie Lizin-Vanderspeeten en Miet Smet hun vorige functie bekleedden.

De regering Dehaene I sloeg bij haar aantreden in maart 1992 bij wijze van spreken alle records. Ze telde drie vrouwelijke ministers: Laurette Onkelinx (minister van Volksgezondheid, Leefmilieu en Sociale Integratie — tot mei 1993), Mieke Offeciers-Van De Wiele (minister van Begroting — tot september 1993) en Miet Smet (minister van Tewerkstelling en Arbeid en Gelijke-Kansenbeleid). In mei 1993 deed Magda De Galan haar intrede in de regering, aanvankelijk ter vervanging van Laurette Onkelinx, vanaf januari 1994 op het kabinet van Sociale Zaken. De regering Dehaene II telde Magda De Galan (minister van Sociale Zaken) en Miet Smet (minister van Arbeid en Tewerkstelling en Gelijke-Kansenbeleid) in haar rangen.

De huidige regering telt drie vrouwen: Laurette Onkelinx (minister van Arbeid en Gelijke Kansen), Isabelle Durant (minister van Mobiliteit en Vervoer) en Magda Aelvoet (minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu).

Hierna volgt een overzicht van alle vrouwelijke ministers en staatssecretarissen, die ons land op nationaal of federaal niveau ooit telde:

Gouvernement Régierung	Femmes ministres et femmes secrétaires d'État Vrouwelijke ministers en vrouwelijke staatssecretarissen	% (V/T) (F/T)
1965-1966: Harmel	Margriet De Riemaecker-Legot	3,85 % (1/26)
1966-1968: Van den Boeynants	Margriet De Riemaecker-Legot	4,35 % (1/23)
1968-1971: Eyskens	Aucune. — <i>Geen</i>	0 % (0/29)
Jan. 1972-nov. 1972: — Jan. 1972-nov. 1972: Eyskens	Aucune. — <i>Geen</i>	0 % (0/29)
Jan. 1973-sept. 1973: — Jan. 1973-sept. 1973: Leburton	Maria Verlackt-Gevaert Irène Petry	5,56 % (2/36)
1973-1974: Leburton	Aucune. — <i>Geen</i>	0 % (0/28)
Avril 1974-juin 1974: — April 1974-juni 1974: Tindemans	Rika De Backer-Van Ocken	4,17 % (1/24)
1974-1977: Tindemans	Rika De Backer-Van Ocken	3,70 % (1/27)

Gouvernement — Regering	Femmes ministres et femmes secrétaires d'État — Vrouwelijke ministers en vrouwelijke staatssecretarissen	% (V/T) (F/T)
1977-1978 : Tindemans	Rika De Backer-Van Ocken	3,33 % (1/30)
1978-1979 : Van den Boeynants	Rika De Backer-Van Ocken	3,33 % (1/30)
1979-1980 : Martens	Rika De Backer-Van Ocken (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>) Lydia De Pauw-De Veen (Région bruxelloise/ <i>Brussels Gewest</i>) Rika Steyaert (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>)	9,09 % (3/33)
Janvier 1980-avril 1980 : — <i>Januari 1980-april 1980</i> : Martens	Rika De Backer-Van Ocken (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>) Cécile Goor-Eyben (Région bruxelloise/ <i>Brussels Gewest</i>) Lydia De Pauw-De Veen (Région bruxelloise/ <i>Brussels Gewest</i>) Rika Steyaert (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>)	12,12 % (4/33)
Mai 1980-octobre 1980 : — <i>Mei 1980-oktober 1980</i> : Martens	Rika De Backer-Van Ocken (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>) Cécile Goor-Eyben (Région bruxelloise/ <i>Brussels Gewest</i>) Lucienne Herman-Michielsen (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>) Rika Steyaert (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>)	10,81 % (4/37)
1980-1981 : Martens	Rika De Backer-Van Ocken (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>) Lydia De Pauw-De Veen (Région bruxelloise/ <i>Brussels Gewest</i>) Cécile Goor-Eyben (Région bruxelloise/ <i>Brussels Gewest</i>) Rika Steyaert (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>)	11,43 % (4/35)
Avril 1981-déc. 1981 : — <i>April 1981-dec. 1981</i> : Eyskens	Rika De Backer-Van Ocken (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>) Lydia De Pauw-De Veen (Région bruxelloise/ <i>Brussels Gewest</i>) Cécile Goor-Eyben (Région bruxelloise/ <i>Brussels Gewest</i>) Rika Steyaert (Communauté flamande/ <i>Vlaamse Gemeenschap</i>)	11,43 % (4/35)
1981-1985 : Martens	Paula D'Hondt-Van Opdenbosch Jacqueline Mayence-Goossens Anne-Marie Neyts-Uyttebroeck	12 % (3/25)
1985-1987 : Martens	Paula D'Hondt-Van Opdenbosch Wivina Demeester-De Meyer Miet Smet	10,71 % (3/28)
1987-1988 : Martens	Paula D'Hondt-Van Opdenbosch Wivina Demeester-De Meyer Miet Smet	10,71 % (3/28)
1988-1991 : Martens	Paula D'Hondt-Van Opdenbosch (jusqu'en février 1989/ <i>tot in februari 1989</i>) Leona Detiège Anne-Marie Lizin-Varderspeeten Miet Smet Wivina Demeester-De Meyer (à partir de septembre 1988/ <i>vanaf september 1988</i>)	12,50 % (4/32) jusqu'en/ <i>tot</i> sept. 1988 15,63 % (5,32) à partir de/ <i>vanaf</i> sept. 1988 13,79 % (4/29) à partir de/ <i>vanaf</i> févr./ <i>febr.</i> 1989
Sept. 1991-oct. 1991 : — <i>Sept. 1991-okt. 1991</i> : Martens	Wivina Demeester-De Meyer Leona Detiège Anne-Marie Lizin-Varderspeeten Miet Smet	13,79 % (4/29)

Gouvernement — Regering	Femmes ministres et femmes secrétaires d'État — Vrouwelijke ministers en vrouwelijke staatssecretarissen	% (V/T) (F/T)
1992-1995 : Dehaene	Laurette Onkelinx (jusqu'en mai 1993/ <i>tot in mei 1993</i>) Mieke Offeciers-Van De Wiele (jusqu'en septembre 1993/ <i>tot in september 1993</i>) Miet Smet Magda De Galan (à partir de mai 1993/ <i>vanaf mei 1993</i>)	18,75 % (3/16) jusqu'en/ <i>tot</i> sept. 1993 12,50 % (2/16) à partir/ <i>vanaf</i> sept. 1993
1995-1999 : Dehaene	Magda De Galan Miet Smet	11,76 % (2/17)
1999- : Verhofstadt	Laurette Onkelinx Isabelle Durant Magda Aelvoet	16,67 % (3/18)

Source: *Vrouwen in cijfers*, Leen Scheerlinck, CVP-Werkgroep Vrouw en Maatschappij, 1984, annexe 3.

Rapport annuel 1994-1995, CVP-Werkgroep Vrouw en Maatschappij, 134-135.

Une nouvelle culture politique

Pour l'heure, l'on est en train de réfléchir à tous les niveaux politiques, au développement d'une nouvelle culture politique. Mais, le débat sur ce point et les conclusions que l'on en tirera seront dépourvus de tout crédit, si l'on ne prend aucune mesure spécifique en vue d'assurer la parité entre les femmes et les hommes au sein des organes qui sont chargés de prendre les décisions politiques.

Il existe, en outre, bien des arguments selon lesquels il est absolument nécessaire de réaliser un équilibre entre les femmes et les hommes au niveau politique (*Women in Decision-Making, Facts and figures on women in political and public decision-making in Europe, European Network of experts « Women in Decision-Making »*, 1996, pp. 7-9):

— Pour qu'une société soit démocratique, il doit y avoir un équilibre entre les femmes et les hommes au sein des organes chargés de prendre les décisions politiques. Dans notre société occidentale, le concept de la démocratie est fondé sur le principe de la représentation ou de la représentativité. Selon celui-ci, tous les citoyens ont le droit de choisir leurs représentant(e)s à intervalles réguliers.

Les femmes représentent plus de la moitié de la population belge. Or, il n'y a que 23 % de députées et 28 % de sénatrices. L'on est donc confronté à un déficit démocratique qui est particulièrement évident au niveau du gouvernement fédéral, puisqu'il ne compte que trois femmes ministres (16,67 %) et que l'on n'y trouve aucune femme secrétaire d'État parmi les dix-huit membres du gouvernement.

Toute mesure qui améliore la présence des femmes dans la politique renforce les institutions démocratiques.

Bron: *Vrouwen in cijfers*, Leen Scheerlinck, CVP-Werkgroep Vrouw en Maatschappij, 1984, bijlage 3.

Jaarverslag 1994-1995, CVP-Werkgroep Vrouw en Maatschappij, 134-135.

Een nieuwe politieke cultuur

Op alle politieke niveaus wordt momenteel nagedacht over een nieuwe politieke cultuur. Dit debat en de conclusies die eruit voortvloeien, missen echter iedere geloofwaardigheid indien er geen specifieke maatregelen worden genomen voor de paritaire vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de politieke besluitvorming.

Bovendien zijn er ook tal van argumenten die aantonen dat het streven naar evenwicht tussen vrouwen en mannen in de politiek noodzakelijk is (*Women in Decision-Making, Facts and figures on women in political and public decision-making in Europe, European Network of experts « Women in Decision-Making »*, 1996, blz. 7-9);

— Een democratische samenleving vereist dat er een evenwicht is tussen vrouwen en mannen op het vlak van de politieke besluitvorming. Het democratisch beginsel berust in onze Westerse samenleving op het principe van de representativiteit of de vertegenwoordiging. Dit betekent dat alle burgers het recht hebben om op regelmatige tijdstippen hun vertegenwoordig(st)ers te kiezen.

Vrouwen vertegenwoordigen meer dan de helft van de Belgische bevolking. Toch zijn slechts 23 % van de volksvertegenwoordigers en 28 % van de senatoren vrouwen. Dit democratisch deficit is nog duidelijker op het federaal regeringsniveau, met slechts drie vrouwelijke ministers (16,67 %) en geen enkele vrouwelijke staatssecretaris op achttien regeringsleden.

Elke maatregel die de aanwezigheid van vrouwen in de politiek verhoogt, versterkt tegelijkertijd de

ques et contribue à combler le dangereux fossé qui sépare les citoyens de la politique.

— Le principe d'une participation égale des femmes et des hommes au processus décisionnel politique, s'inscrit dans le cadre de la sauvegarde des droits fondamentaux de l'homme d'une manière générale. Le respect de celui-ci est l'une des conditions à remplir pour garantir l'égalité entre les femmes et les hommes.

— Les femmes constituent la moitié de la population et elles représentent la moitié du potentiel de notre société. Elles constituent une immense réserve, à la fois de qualité, de connaissances, de talents et d'énergie. Par conséquent, de par l'absence des femmes dans le processus décisionnel politique, la société se prive d'un énorme capital d'idées, de valeurs et de style.

— En tant que groupe, les femmes ont leurs propres intérêts et leurs propres besoins. Qui pourrait mieux les défendre qu'elles-mêmes? Dès que des femmes participent à la prise de décisions politiques, l'on aborde des sujets que l'on avait négligés jusque-là et, finalement, les conclusions des discussions qui s'ensuivent profitent, non pas seulement aux femmes, mais à l'ensemble de la société.

— Grâce à une représentation adéquate des femmes et des hommes dans le processus décisionnel politique, l'on peut améliorer la qualité de la politique et rendre la société plus équilibrée. Les femmes ont des points de vue à elles, des points de vue originaux. Elles ont d'autres valeurs, d'autres idées, d'autres comportements. Par conséquent, une participation des femmes au processus décisionnel sera l'un des éléments de la nouvelle culture politique, laquelle doit être fondée sur le principe de l'équilibre et de la complémentarité entre les femmes et les hommes.

Il est d'ailleurs prouvé aussi scientifiquement qu'en politique, les femmes font la différence et qu'elles sont, dès lors, nécessaires. Le Centre «Femmes américaines et politique» de la «Rutgers University» (USA) a réalisé une étude sur l'influence des femmes dans les services publics. L'étude conclut que les législateurs féminins ont une influence «profonde et très différente» sur la législation.

Les différences entre les femmes et les hommes se manifestent dans les attitudes et dans les valeurs qu'ils défendent, mais aussi dans les manières d'agir. Les femmes témoignent d'une «autre préoccupation» dans le processus législatif: elle s'intéressent non plus seulement à des thèmes comme la violence, l'inceste, la reproduction, l'égalité des rémunérations, l'égalité des chances, mais aussi à des questions dites «douces» comme les soins de santé, le bien-être des enfants et des personnes âgées, le logement, l'environnement et l'éducation.

democratische instellingen en helpt bovendien de gevaarlijke kloof tussen burgers en politiek te overbruggen.

— Een gelijke deelname van vrouwen en mannen aan de politieke besluitvorming is gebaseerd op de fundamentele rechten van de mens. Het is tevens een voorwaarde voor gelijkheid tussen vrouwen en mannen in het algemeen.

— Vrouwen vertegenwoordigen niet enkel de helft van de bevolking, maar ook de helft van het potentieel van onze samenleving. Dit is een enorme voorraad aan kwaliteit en kennis, talenten en energie. De niet-deelname van vrouwen aan de politieke besluitvorming betekent dan ook een fenomenaal verlies aan ideeën, waarden en stijl.

— Vrouwen hebben als groep eigen belangen en noden. Wie kan deze beter verdedigen dan zij zelf? Waar vrouwen deelnemen aan de politieke besluitvorming, worden onderwerpen op de agenda geplaatst die voorheen werden verwaarloosd. De besluiten die hieruit voortvloeien spelen niet alleen in op de belangen van vrouwen maar komen uiteindelijk de hele maatschappij ten goede.

— Een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen op het vlak van de politieke besluitvorming is een garantie voor een beter beleid en voor een meer evenwichtige samenleving. Vrouwen hebben eigen, originele invalshoeken. Zij hebben andere waarden, ideeën en gedragswijzen. Een grotere deelname van vrouwen aan de besluitvorming ligt dan ook aan de basis van een nieuwe politieke cultuur, die gestoeld is op het evenwicht en de complementariteit tussen vrouwen en mannen.

Dat vrouwen in de politiek het verschil maken en dus noodzakelijk zijn is trouwens ook wetenschappelijk aangetoond. Het Centrum voor Amerikaanse Vrouwen en Politiek aan de Rutgers Universiteit (USA) maakte een studie over «De impact van vrouwen in de openbare diensten». De studie besluit dat vrouwelijke wetgevers een «diepe en erg verschillende» impact uitoefenen op de wetgeving.

De verschillen tussen vrouwen en mannen zijn zichtbaar in hun houding en waarden, maar ook in hun acties. Vrouwen brengen een «andere bezorgdheid» op voor het wetgevend proces: zij hebben niet alleen meer aandacht voor thema's als geweld, incest, voortplanting, loonsgelijkheid, gelijke kansen, maar ook voor de zogenaamde «zachte sectoren» als gezondheidszorg, het welzijn van kinderen en bejaarden, huisvesting, milieu en opvoeding.

Elles inaugurent également un nouveau style: elles ont plus tendance à associer une pluralité de personnes à leurs discussions et à axer leur programme d'action sur la population et ses besoins (extrait de Riley, M., «*Het vrouwelijk leiderschap: een nieuwe vorm, een nieuwe agenda*», *Vrouw en geloof-krant*, 1995, pp. 16-17).

Enfin, nous voudrions faire référence au philosophe français André Comte-Sponville, qui défend comme suit l'idée de la nécessité de la démocratie paritaire:

«Ce ne sont pas les femmes qui sont une communauté; c'est l'humanité qui est sexuée, et l'on ne saurait mettre cette différence-là, qui nous constitue, qui nous traverse, qui nous engendre, au même niveau que les différences superficielles (la couleur de la peau), idéologiques (la religion) ou sociales (le métier, le comportement...). Les femmes ne sont pas une minorité, qu'il faudrait protéger. Elles ne sont pas non plus une classe ou un groupe de pression. Elles sont la moitié de l'humanité, et aucune démocratie ne saurait justifier qu'on l'oublie.» (Halimi, G., *Observatoire de la parité*, Rapport de la Commission pour la parité entre les femmes et les hommes dans la vie politique, France, 1997, p. 27).

Une priorité internationale

À la veille du XXI^e siècle, il y a grande urgence à assurer une participation égale des femmes au processus décisionnel (politique), un objectif dont la réalisation a reçu une impulsion vigoureuse, et ce à l'échelle mondiale.

La convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, faite à New York le 18 décembre 1979, constitue un instrument fondamental pour ce qui est de la réalisation de l'égalité de droits entre les femmes et les hommes, notamment en ce qui concerne la participation à la prise des décisions politiques. Le sens des articles 7 et 8 est clair et net: la concrétisation du principe de l'égalité de participation des femmes et des hommes à la prise des décisions politiques est la première condition de la réalisation de l'égalité des droits dans d'autres domaines.

Au cours de la quatrième conférence mondiale sur les femmes (Pékin — septembre 1995), le thème «Les femmes et la prise de décisions» fut inscrit parmi les douze domaines critiques renfermant les principaux obstacles. Le rôle de la femme comme moteur des processus de transformation et la nécessité d'habiliter les femmes à participer à l'exercice du pouvoir constituèrent le centre des préoccupations inscrites dans le programme d'action de cette conférence.

Ce programme vise dès lors à ce que l'on prenne des mesures pour favoriser l'égalité d'accès et une partici-

Vrouwen brengen ook een nieuwe omgangsstijl met zich: zij zijn meer geneigd om een verscheidenheid van mensen te betrekken in hun besprekingen en hun agenda's te richten op de bevolking en zijn noden (uit Riley, M., «*Het vrouwelijk leiderschap: een nieuwe vorm, een nieuwe agenda*», *Vrouw en geloof-krant*, 1995, blz. 16-17).

Tenslotte willen we verwijzen naar de Franse filosoof André Comte-Sponville die de noodzaak van de paritaire democratie als volgt verdedigt:

«*Ce ne sont pas les femmes qui sont une communauté; c'est l'humanité qui est sexuée, et l'on ne saurait mettre cette différence-là, qui nous constitue, qui nous traverse, qui nous engendre, au même niveau que des différences superficielles (la couleur de la peau), idéologiques (la religion) ou sociales (le métier, le comportement...). Les femmes ne sont pas une minorité, qu'il faudrait protéger. Elles ne sont pas non plus une classe ou un groupe de pression. Elles sont la moitié de l'humanité, et aucune démocratie ne saurait justifier qu'on l'oublie.*» (Halimi, G., *Observatoire de la parité*, Rapport de la Commission pour la parité entre les femmes et les hommes dans la vie politique, Frankrijk, 1997, blz. 27).

Een internationale prioriteit

Aan de vooravond van 21e eeuw is de inzet voor de gelijke deelname van vrouwen aan de (politieke) besluitvorming een belangrijke prioriteit en heeft dit engagement een sterke en mondiale impuls gekregen.

Een belangrijk basisinstrument op het vlak van de gelijke rechten van vrouwen en mannen, onder meer wat betreft hun deelname aan de politieke besluitvorming, vormt ongetwijfeld het UNO-Verdrag over de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, opgemaakt te New York op 18 december 1979. De teneur van de artikelen 7 en 8 is klaar en duidelijk: gelijke deelname van vrouwen en mannen aan de politieke besluitvorming is de basisvoorwaarde om ook op andere terreinen gelijke rechten te kunnen realiseren.

Tijdens de vierde wereldconferentie over vrouwen (Beijing — september 1995) was «vrouwen en besluitvorming» één van de twaalf kritieke aandachtspunten die als de voornaamste struikelblokken werden beschouwd. Centraal in het actieplatform van deze conferentie stonden de rol van de vrouw als motor van de veranderingsprocessen en de noodzaak van «*empowerment*», de deelname van vrouwen aan de macht.

Het platform vraagt dan ook dat maatregelen worden genomen om de gelijke toegang tot en volle-

pation à part entière aux structures du pouvoir et aux processus décisionnels des organes gouvernementaux et des services publics (*Report of the fourth World Conference on Women, Platform for Action*, n^{os} 181-185).

La question du nouveau partenariat politique entre les femmes et les hommes a également constitué le thème principal d'une importante conférence mondiale que l'Union interparlementaire a tenue à New Delhi (Inde) en février 1997. Comme au cours de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, l'on y a insisté sur la nécessité de prendre des mesures structurelles.

Pour la Commission européenne, la réalisation d'une participation équilibrée des hommes et des femmes à la prise de décision constitue l'un des six objectifs de son quatrième programme d'action communautaire à moyen terme sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (1996-2000) (voir : objectif 4: «Promouvoir la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision», p. 28).

Nous ferons référence, enfin, à la Charte de Rome, qui a été signée par quinze femmes ministres européennes le 18 mai 1996 à l'invitation de la Commission européenne. Elle consacre le principe selon lequel les femmes et les hommes doivent être représentés de manière égale au sein de tous les organes de décision politiques.

Dans notre pays, la réalisation de l'égalité de participation des femmes et des hommes aux prises de décisions politiques constitue l'un des champs d'action du mouvement féministe et des organisations politiques féminines en particulier. Cet objectif jouit d'un large écho dans la société civile. Il forme l'un des axes de l'action que le gouvernement développe dans le cadre de la politique de réalisation de l'égalité des chances.

Révision de la Constitution

Pour toutes ces raisons, les auteurs de la présente proposition de déclaration de révision de la Constitution estiment qu'il y a lieu de prendre des mesures énergiques et efficaces en vue de réaliser la démocratie paritaire, c'est-à-dire l'égalité de participation des femmes et des hommes au processus décisionnel (politique).

La loi du 24 mai 1994 visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections fut un premier pas dans la bonne direction. Dorénavant, il ne pourra plus y avoir, aux élections, plus de deux tiers de candidats du même sexe.

dige deelname aan machtsstructuren en besluitvormingsprocessen in regeringsorganen en overheidsdiensten te bevorderen (*Report of the fourth World Conference on Women, Platform for Action*, nrs. 181-195).

Het nieuwe politieke partnerschap tussen vrouwen en mannen was eveneens het hoofdthema van een belangrijke wereldconferentie van de Interparlementaire Unie te New Delhi (Indie) in februari 1997. Net als tijdens van de vierde wereldconferentie over vrouwen, werd opnieuw de noodzaak van structurele maatregelen onderstreept.

Ook de Europese commissie noemt «het invoeren van een evenwichtige verdeling tussen mannen en vrouwen bij de besluitvorming» één van de zes doelstellingen van haar vierde communautair actieprogramma op middellange termijn inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen (1996-2000) (zie: doelstelling 4: «Bevordering van evenwicht tussen de geslachten bij de besluitvorming», blz. 28).

Verwijzen we tenslotte naar het Charter van Rome dat op 18 mei 1996 op uitnodiging van de Europese Commissie door vijftien vrouwelijke Europese ministers werd ondertekend. Het huldigt het principe dat vrouwen en mannen gelijk vertegenwoordigd moeten zijn in alle politieke beslissingsorganen.

In eigen land is de gelijke deelname van vrouwen en mannen aan de politieke besluitvorming een actiepunt van de Belgische vrouwenbeweging en van de politieke vrouwenorganisaties in het bijzonder. Dit engagement vindt een sterke weerklank bij het maatschappelijke middenveld. Tevens is het een beleidslijn van de regering in het kader van het gelijke kansenbeleid.

Herziening van de Grondwet

Om al deze redenen menen de indieners van dit voorstel van verklaring dat men krachtige, doeltreffende maatregelen moet nemen om de paritaire democratie, dat is de gelijke deelname van vrouwen en mannen aan de (politieke) besluitvorming, te realiseren.

De wet van 24 mei 1994 ter bevordering van een evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen, was een eerste stap in de goede richting. Voortaan mogen bij verkiezingen niet meer dan twee derden van de kandidaten van hetzelfde geslacht zijn.

Toutefois, comme le cadre légal actuel ne garantit pas l'équilibre entre les deux sexes pour ce qui est de l'attribution des mandats exécutifs fédéraux, lequel ne résulte pas du vote des électeurs mais se fait par la voie de la nomination, il y a lieu d'assurer la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du gouvernement fédéral par une disposition de la Constitution, de la même manière que l'on y a fixé le nombre maximum de ministres et consacré le principe de la parité linguistique entre eux.

*
* *

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision des articles 99 et 104 de la Constitution, en vue de garantir une représentation égale des femmes et des hommes au sein du Conseil des ministres et parmi les secrétaires d'État.

Het huidige wettelijk kader houdt echter geen enkele garantie in voor de evenwichtige vertegenwoordiging van de beide geslachten bij federale uitvoerende mandaten, die niet door de kiezer worden aangewezen, maar het voorwerp zijn van benoeming. Daarom is het noodzakelijk dat de evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de federale regering grondwettelijk wordt vastgelegd, net zoals het maximum aantal ministers en hun pariteit op taalkundig vlak in de Grondwet is ingeschreven.

Sabine de BETHUNE.

*
* *

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van de artikelen 99 en 104 van de Grondwet teneinde de gelijke vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de Ministerraad en tussen de staatssecretarissen te waarborgen.

Sabine de BETHUNE.
Erika THUIS.
Ingrid van KESSEL.